

Agnès Vatican – Archives départementales, directrice

Je vous propose qu'on passe peut-être à la présentation suivante. Alors ce n'est plus un outil, mais un portail. Je voudrais donc remercier tout particulièrement nos collègues de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes qui vont présenter un portail qui s'appelle aujourd'hui Aquitaine Cultures Connectées. Donc vous allez faire une présentation à trois voix, Nathalie Leuret !

Nathalie Leuret – Région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes, directrice adjointe de la culture et du patrimoine :

Ce sera une présentation à trois voix parce que je voudrais vous faire un tout petit rappel dans l'introduction du programme. Le site est lié à un programme en fait. Mais je vais être très brève. Et ensuite, sur la présentation du site effectivement il y a deux volets, donc il y a les deux spécialistes qui vont chacun vous présenter un volet.

Agnès Vatican :

En tout cas merci beaucoup d'être venus, parce qu'on imagine que votre disponibilité est restreinte, je le sais. Ce qui nous a paru intéressant, c'est de montrer cette actualité d'un nouveau portail, mais qui intègre des collections, des ressources, qui ont été constituées depuis de longues années par de nombreux partenaires de ce projet.

Nathalie Leuret :



Donc le programme, comme je vous disais en quelques mots, c'est le programme Aquitaines Cultures Connectées, que vous avez peut-être connu sous le nom de BNSA, qui a 16 ans d'existence. On a créé ce programme en 2000, en partenariat avec la DRAC Aquitaine. Le but c'est un engagement au départ conjoint de nos deux collectivités pour soutenir le développement du net dans le secteur culturel. C'est un programme qui est donc, j'ai envie de dire partenarial, parce qu'au-delà de notre engagement mutuel, on a pu inscrire ce projet aux différents contrats de plan dans la région depuis 2000. Là on en est au troisième contrat de plan. Ce qui est significatif, c'est que même si ce contrat de plan actuel n'a pas de projet culturel en tant que tel, il y avait un volet culturel. Dans le volet numérique, on a pu identifier le programme Aquitaine Cultures Connectées, avec du coup des crédits qui sont sanctuarisés sur la ligne du CPER (contrat de plan état région). Donc là ça va jusqu'en 2020. Et on est sur un budget de 285 000 euros par an, par partenaire.

Il s'appuie également sur d'autres partenaires, c'est tous nos partenaires locaux, nos acteurs adhérents au programme. On a une quinzaine d'adhérents aujourd'hui, qui ont signé une charte d'adhésion. Je vous montrerai tout à l'heure le logo de tous nos partenaires. Et également sur d'autres opérateurs aquitains qui fournissent un soutien aux opérations qui sont ensuite disponibles sur notre site. Donc la numérisation notamment. Aujourd'hui, on réfléchit au périmètre d'Aquitaine Cultures Connectées, c'est pour ça qu'on a changé de nom. Il est plus large que la BNSA au départ, puisqu'on était sur un soutien qui était plus médiation et valorisation numérique des collections patrimoniales. Aujourd'hui, Aquitaines Cultures Connectées s'intéresse à tous les champs de la création culturelle pour englober aussi bien le livre, les arts plastiques que le cinéma, le spectacle vivant. (...) En tout cas, aujourd'hui, au-delà du patrimoine, même si ça reste le cœur du programme, on peut soutenir toute innovation numérique dans le secteur culturel.

Voilà nos partenaires. Aujourd'hui on a une quinzaine de partenaires qui sont des collectivités locales. Mais l'idée aussi, c'est de l'étendre. Donc on a souvent la collectivité locale et derrière, c'est son service d'archives, les musées, les bibliothèques.

Donc ils signent une charte. La charte a fait l'objet d'une révision récente, donc on va la re-signer. En plus, elle était sur la durée du contrat de plan, donc elle a pris fin, donc on va renouveler la charte d'adhésion de nos partenaires. Ce programme Aquitaine Cultures Connectées, qu'on vous présentera dans le site, se décompose en deux volets différents. Le volet Collections, qui est peut-être le volet qui va plus vous intéresser ce matin, qui correspond à la constitution de collections sur un site internet. Notre soutien aux partenaires, livré uniquement à nos partenaires adhérents qui peuvent faire la demande d'être soutenus de la phrase de numérisation à la mise en ligne sur notre site des métadonnées.

Donc aujourd'hui, ce qu'on a fait depuis une quinzaine d'années, c'est qu'on a pris un peu toutes les demandes qui sont arrivées. On réfléchit aujourd'hui à avoir une ligne éditoriale avec peut-être une commission d'experts qui nous aiderait à établir des thématiques et à numériser selon les thématiques un peu prioritaires pour la région. Ce que je n'ai pas dit, c'est que ce programme est Aquitain, parce qu'il est inscrit au contrat inter-région, donc il se limite au périmètre du territoire aquitain. Un des enjeux avec la fusion c'est de l'étendre aux deux autres régions, qui n'en font plus qu'une, aux territoires des deux autres régions, ce qui nous permettra bien évidemment d'ouvrir notre réseau de partenaires adhérents.

Et deuxième volet, on a un volet La Fabrique. Là c'est une initiative qui était plus de notre part, la région Aquitaine. A partir des années 2010-2011, on a souhaité diversifier notre offre documentaire et éditoriale. Et on voulait également s'adresser à un public plus large. Donc on a mis en place un programme, enfin un dispositif, qui a pris la forme d'un appel à projets. En fait, il y en a eu trois. Il y en a eu en 2011, en 2013 et en 2015. Et le but de cet appel à projets, c'était de soutenir des contenus créatifs plus innovants, notamment par le biais, le soutien au développement de services, contenus et applications numériques.

Donc tous les champs culturels sont couverts. On n'est pas uniquement sur le patrimoine. L'idée aussi, c'était d'ouvrir. Bien sûr ces partenaires adhérents sont prioritaires, peuvent postuler au même titre que d'autres. Mais l'idée, c'était d'ouvrir à d'autres publics. Et on a eu des opérateurs privés et des sociétés privées qui ont postulé. Sur les deux derniers appels à projets, on a 16 productions numériques qui ont été soutenues. Donc ça a pris la forme de web doc par exemple. Je ne sais pas si vous avez pu voir les web documentaires qu'on a fait sur le fleuve, qui sont des productions intéressantes. Là aussi, ce qu'on peut dire, c'est que nos partenaires adhérents peuvent bien évidemment déposer des dossiers.

On va réfléchir à l'ouverture du dispositif, (...), pour en faire un dispositif pérenne qui, sur notre site, permettrait à tous les porteurs de projets de déposer soit dans le cadre du volet Collections, soit dans le cadre du volet La Fabrique. Voilà. Et j'ai oublié de vous dire, je vois Jean-François qui est dans la salle, on a en parallèle au contrat de plan inter-région, on a signé avec l'Etat un protocole d'accord sur ce programme, qui reprend les deux axes dont je viens de vous parler très brièvement.

On va passer à la présentation du site.

**Nadège Galibert – Région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes, chargée de mission
Développements numériques culturels :**



Je vais vous présenter le site Aquitaine Cultures Connectées qui est vraiment le reflet du programme que Nathalie vient de vous présenter, qui est pour nous, pour la région, un petit peu le reflet de son intervention sur l'innovation numérique culturelle, les bases de données documentaires que nous pouvons soutenir, mais aussi tout un volet éditorial, de soutien des productions plus innovantes. Je vais vous présenter donc les quatre parties du site, avant de vous dire rapidement à qui il s'adresse. Il s'adresse à la fois au public aquitain et non aquitain. Tout d'abord, le public actif dans l'univers culturel numérique, les professionnels de la culture, du numérique et de la communication, les touristes et curieux du territoire, puisqu'on aborde quand même largement la question du patrimoine aquitain, et puis la communauté scolaire et le public jeune. On a des ressources spécifiquement à destination des plus jeunes. Le site est géré par la Direction de la culture de la région, on travaille en binôme avec Bertrand Hubert. Lui est plus sur la partie technique, donc il va venir après vous présenter les bases de données documentaires et le système OAI. Et moi plus sur le volet éditorial. Je vais m'en tenir du coup à vous présenter les quatre grandes rubriques du site, qu'on voit là en page d'accueil. Je fais quand même défiler la page d'accueil entier. Vous pourrez aller voir le site de chez vous, naviguer plus tranquillement. Le site est divisé en quatre grandes rubriques. On a d'abord une rubrique qui s'appelle Exploration Numérique, qui est là de manière cartographique. On présente les productions numériques créatives qui concernent les cultures

d'Aquitaine. Vous les voyez ici sur la carte. On en a aujourd'hui, je crois, plus de 150. C'est des productions qui traitent de thématiques culturelles diverses. Vous les avez ici : architecture, beaux-arts, nature et paysage, qui sont développées dans des formats numériques originaux. Donc on les retrouve forcément en ligne. Ça peut être du web documentaire, ça peut être du jeu interactif, ou des applications mobiles. On va aller rapidement sur une des fiches. C'est un signalement en fait de ressources. Là on se trouve dans les Landes, sur un projet qu'on a aidé, puisqu'on présente des projets aidés et des projets aussi qui vivent sur le territoire aquitain sans l'aide de la région. Donc ici on a un projet aidé dans le cadre de La Fabrique, qui est un projet trans-medium autour de la musique. Et ça se présente de cette manière. A chaque fois, on a un petit visuel, une géolocalisation, un texte d'info sur le projet, et puis le lien vers la ressource. Donc là, on s'en va du site d'Aquitaine Cultures Connectés, et on part sur la création numérique. Je reviens donc pour vous montrer : on a cette vue en géolocalisation et on a aussi une liste des ressources, qui permet de rechercher dans ces créations numériques. Ensuite, le deuxième volet, donc Collections Numérisées et les bases de données documentaires. Je ne m'attarde pas là-dessus, Bertrand vous le présentera. On a ensuite une partie qui s'appelle Initiatives Innovantes. Donc là, on valorise à la fois des lieux, des créations et puis des acteurs de l'innovation culturelle en Aquitaine.

C'est ici un choix vraiment qui émane purement de la Direction de la Culture, un choix assez arbitraire sur des expériences ou des projets remarquables, en fait en région, en terme d'innovation numérique. On présente quatre catégories : des lieux d'expérience, des acteurs créatifs, des démarches innovantes et des créations numériques, en ligne. Je vous en montre une très rapidement. Donc c'est sur un format beaucoup plus long qu'Exploration numérique. On a un texte de présentation du projet qui peut servir aussi pour d'autres partenaires potentiels créateurs de projets numériques culturels, avec souvent un retour d'expérience. On a une géolocalisation aussi qui tarde à s'afficher, mais qui marche normalement. On a des images, on peut avoir aussi des vidéos, toutes sortes de médias en fait sur le sujet, avec des liens aussi à la fin pour en apprendre plus. Et la dernière rubrique, la rubrique Creative Box, qui est un peu différente des autres. Ce ne sont pas directement des projets culturels, ce sont des mises à disposition de ressources autour de la culture et du numérique, en deux volets. On a à la fois des liens vers des sites de veille, ou des outils de ressources sur lesquels aller repérer des ressources culturelles numériques et là, des infos sur l'accompagnement et le financement d'un projet culturel numérique, avec les aides que nous proposons en région Aquitaine, mais aussi plus largement les aides proposées en France, voire en Europe, différents appels à projets ou autres dispositifs.

Voilà, pour finir juste sur le site, on propose aussi des billets d'actualité, une newsletter, à laquelle je vous invite à vous abonner. Elle est mensuelle, elle reprend un peu toutes les actus que nous on peut diffuser, et puis des outils de veille qu'on a pu repérer ailleurs. Et puis, on est présents aussi sur les réseaux sociaux, principalement Facebook et Twitter, avec une communauté assez ciblée qui nous suit sur ces sujets. Voilà, je vais laisser la parole à Bertrand.

Bertrand Hubert – Région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes, ingénieur web :



Bonjour à tous. Alors, on va rebondir sur la rubrique Collections numérisées. Alors l'historique de la BNSA, c'est d'être un agrégateur, un fournisseur de services à partir des métadonnées OAI-PMH. On a vécu deux phases majeures et on est peut-être dans une troisième actuellement. C'est-à-dire qu'on était parti sur un format Aquitaine Patrimoine, ce schéma que vous connaissez pour certains, qui était un format décliné de Dublin Core, enrichi. Pourquoi ? Parce qu'on était sur un portail internet, où il fallait pouvoir valoriser des données qui n'étaient pas présentes nativement dans Dublin Core - les images, la géolocalisation - et surtout être capable de réunir plusieurs types de données, de corps de métier, que ça soit des archives, les livres, les musées, enfin pas mal de métadonnées, et le schéma Aquitaine Patrimoine qui avait été conçu à l'époque était censé réunir tout cela. Alors on ne se compare pas à Europeana ou la BNF, mais néanmoins on s'en inspire. Disons qu'on a été confronté à pas mal de problèmes de technique, notamment nos partenaires, à savoir qu'effectivement j'ai entendu des remontées, des questions que vous avez eues tout-à-l'heure, les problèmes humains, les problèmes techniques, la capacité à internaliser des compétences techniques et respecter, même si vous vous appuyez sur des partenaires, des prestataires de services pour faire vos sites internet ou vos entrepôts, néanmoins il y avait quand même des choses qui n'étaient pas forcément accessibles et simples. Effectivement il y avait toujours une retouche un peu manuelle à faire sur les données pour qu'elles puissent être bien valorisées sur le portail. Parmi ces problèmes qu'on a eus, on ne va pas les re-citer, vous les connaissez, mais c'est effectivement de pouvoir faire remonter les images, c'est quelque chose qu'on a eu du mal à faire avec le schéma AP. Pourquoi ? Parce que forcément on avait des formats d'images qui n'étaient pas forcément optimisés pour la récupération de notre côté. On avait des formats d'image qui étaient extrêmement lourds. Vous imaginez quand on moissonne dans un entrepôt de 400 000 données, et qu'on a 300 000 images à 3 Mo l'image, vous imaginez le temps de traitement qu'il pouvait y avoir. C'était assez ingérable. On a eu aussi des

problématiques au niveau de la géolocalisation. J'ai entendu aussi des remontées au niveau de la géoloc. Principalement par rapport à la norme. Donc la norme on a eu tout type de normes, on était en Lambert III, pour ne pas les citer, Lambert 93, d'autres formats Google directement. Donc derrière notre navigateur, on va dire qui était un peu limité, pour pouvoir faire remonter ces notices de manière ... , avec qualité. Avec l'arrivée de ce portail, on s'est quand même re-posé pas mal de questions, notamment à retravailler un agrégateur qui puisse s'adapter à tous les types de données. Alors la première des choses qu'on a faites, c'est qu'on a ouvert au Dublin Core en plus, pas uniquement de l'Aquitaine Patrimoine. Ca a permis effectivement pour les partenaires qui n'étaient pas en capacité de fournir de l'Aquitaine Patrimoine de récupérer des sets de données, on va dire tagués « Aquitaine », au format Dublin Core. Donc on a dû travailler sur un agrégateur capable de récupérer ces deux schémas, et en même temps d'avoir un affichage au portail qui était aussi capable, avec un même rendu, d'afficher les deux types de données.

Donc ça a été un des premiers travaux. Le deuxième travail, ça a été de travailler, bien sûr, sur un moteur de recherche capable de valoriser toutes ces données - c'est vrai qu'à l'époque on était pas loin d'entre 500 000 et 700 000 données, ça dépendait des entrepôts qu'on avait à l'instant t - de travailler sur une solution technique. On est parti sur Solr pour commencer. Aujourd'hui on se pose forcément des questions parce qu'avec le Big Data et toutes ces choses-là, peut-être qu'on pourrait passer sur d'autres solutions, pour permettre une recherche structurée avec un système de facettes, comme l'intervenant précédent a présenté. Donc on a travaillé ces rubriques-là. Aujourd'hui, elles marchent, mais on se confronte toujours au problème de la qualité des données à l'origine, savoir si ces métadonnées sont bien saisies. Alors dans l'agrégateur, à l'heure actuelle, je ne peux pas vous le montrer parce que c'est un outil métier interne, mais qui sera ouvert dans une mise à jour prochaine très rapidement, dans le trimestre, aux partenaires. On a travaillé sur un algorithme d'évaluation de la qualité des métadonnées. Ca veut dire quoi ? Ca veut dire que le partenaire sera capable d'évaluer si son entrepôt fournit toutes les données. Ca donne une note. Voilà. Le mieux c'est que les partenaires eux-mêmes s'auto-notent. Pour ça, la technique c'est assez pratique parce que c'est un algorithme. Donc si les champs ne sont pas remplis par rapport à l'ensemble de l'entrepôt, on va vite savoir si on peut avoir une valorisation efficace ou pas en France. Et à partir de là, on ne pourra pas forcément demander, mais c'est le même cas sur Europeana ou d'autres sites, d'avoir une belle valorisation de ces métadonnées si derrière les champs ne sont pas remplis. Donc voilà. L'agrégateur va être ouvert aux partenaires. On pourra estimer la qualité de remplissage de ces métadonnées. Ce sera une rubrique qui, je pense pour nous, va être assez intéressante. La deuxième des choses qu'on a abordées cette année avec 2016, vu les difficultés qu'ont les partenaires à fournir un schéma AP structuré et enrichi, et de l'infrastructure réseau qui en découle, on a poussé, on est revenu à accepter de manière normale le format Dublin Core. Alors ça ne veut pas dire qu'on va rester avec Dublin Core le standard, mais peut-être re-basculer après, tant que les schémas ne sont pas homogénéisés, parce qu'effectivement on a parlé tout-à-l'heure du schéma Europeana, j'ai entendu, mais on prend aussi en compte la pratique de la BNF, ces choses-là. Tout le monde a un schéma. Donc en gros, il faudrait demander à un partenaire d'être capable de fournir autant d'entrepôts ou autant de schémas que ce qu'il souhaite diffuser sur tous les portails. Nous, on est petit par rapport à ces gros-là. On est reparti sur Dublin

« De LoCloud à France Archives, quoi de neuf pour mettre en ligne les archives ? »

Core simple, ce qui va déjà permettre de récupérer un maximum de partenaires. Et on a insisté sur quelque chose qui n'est pas forcément mis en avant sur Europeana et la BNF, c'est-à-dire le référencement, puisqu'on s'adresse, oui aux chercheurs, mais aussi au grand public. Et notre opératique, ça va être d'être indexé par les moteurs de recherche traditionnels des utilisateurs, et donc on va travailler sur des flux de XML, de métadonnées, qui sont directement envoyés au robot, pour ne pas les citer, de Google, de Bing, etc., pour après récupérer du trafic du grand public puisque le but, on sait que les capter directement sur notre site est une difficulté, mais qu'en tout cas peut-être les capter par un moteur de recherche, c'est-à-dire une entrée principale de recherche qui n'est ni plus ni moins qu'un navigateur, avec peut-être Google ou autre, c'est peut-être plus facile. Donc on va travailler sur l'indexation qui aujourd'hui a plutôt pas mal marché. D'ailleurs on le voit dans notre statistique de trafic, c'est-à-dire que beaucoup d'internautes arrivent par Google, et non par le site, et ensuite une recherche internet. On va travailler directement sur l'accessibilité de la notice depuis les moteurs de recherche.

Aujourd'hui, on va forcément remettre à jour toute notre documentation technique puisque c'est pas mal d'évolution derrière. Nous, notre travail, c'est forcément d'être à l'écoute de tous les partenaires. On teste leurs entrepôts, on ne peut pas forcément intervenir puisque les structures techniques des entrepôts sont diverses et variées. On peut identifier leurs problématiques et en tout cas les accompagner pour les récupérer. Le fait aussi d'avoir revu cet agrégateur, ça permettrait peut-être, dans un second temps, d'être intermédiaire de rebonds, pour être re-moissonné par des gros. Voilà. Donc aujourd'hui, ce n'est pas fait. Il faut aussi qu'Europeana se pose, la BNF se pose, parce que ça c'est des choses qui évoluent régulièrement. Quand je disais tout-à-l'heure qu'on s'était inspiré un peu de la BNF, c'est que forcément, notre régulateur va permettre un accès direct des partenaires à un back-office partenaire, où il pourra lui-même déclarer ses jeux de données, ses entrepôts, un ou plusieurs, l'évaluer, et lui-même moissonner et faire une intégration au portail ACC, sans forcément avoir une validation de notre part. On va le faire en deux temps. Dans un premier temps, on va quand même essayer de voir si les entrepôts sont durs, avant de pouvoir automatiser tout ça. Et si on voit que les partenaires sont mûrs et expérimentés pour eux-mêmes injecter les données dans le portail, à ce moment-là ...

Bertrand Hubert :

[Et si on voit que les partenaires sont mûrs et expérimentés pour eux-mêmes injecter les données dans le portail, à ce moment-là...]

on automatisera encore plus l'insertion automatique. On peut parler d'autres problématiques sur la géolocalisation, tout à l'heure j'ai cru que ça intéressait du monde.

Des questions ?

Agnès Vatican :

Merci, merci beaucoup.

« De LoCloud à France Archives, quoi de neuf pour mettre en ligne les archives ? »

Je trouve intéressant de voir comment un projet au long cours arrive à un niveau de maturité qui l'amène à s'interroger sur des questions qui n'avaient pas été peut-être les questions initiales. Par rapport à cette question des formats, du point de vue de notre pratique, effectivement on a aujourd'hui un logiciel qui nous permet de produire des instruments de recherche, qui sort dans plusieurs formats. Je crois qu'il y a d'ailleurs un format qui est en cours, un nouveau format, enfin plusieurs, c'est ça, y compris même une sortie sur Wikipédia, c'est ça ? Mais Georges n'est pas là, donc il faudra le redire tout à l'heure.

Donc pour nous, c'est effectivement une problématique. Alors quand on a un éditeur qui permet une multi-publication, ça va, mais on voit bien que ce n'est pas forcément tenable sur le long terme, donc un format Dublin Core. Ce qui est intéressant dans notre expérience LoCloud, je ne sais pas si vous étiez arrivé quand on en a parlé, c'est sur les outils d'enrichissement. En fait, par rapport à un format Dublin Core, est-ce que c'est aussi quelque chose, en-dehors de la stratégie de référencement qui est autre chose, mais est-ce que cette question d'enrichissement de Dublin Core, vous vous l'êtes posé également ?

Bertrand Hubert :

Oui, on se l'est posé. Le problème, il est que, si on prend un peu de recul par rapport à nos projets, on va se rendre compte qu'Europeana va proposer son propre système d'enrichissement, un autre le sien, et cetera et cetera. Et nous aujourd'hui on va se rendre compte que nos partenaires, alors vous êtes un gros partenaire, les Archives Départementales, mais on peut avoir des petits projets qui cherchent à se faire financer, avec un petit entrepôt, et qui n'ont pas forcément les ressources humaines, et qui se posent forcément la question de savoir où ils vont faire l'enrichissement. Est-ce que c'est chez nous, est-ce que c'est chez eux ? Et je ne sais plus quel participant tout à l'heure disait : « En fait, moi c'est à la source, ce qui m'intéresse ». L'enrichissement, pour moi, il doit vraiment être fait à la source de la donnée et pas forcément, c'est vrai que c'est bien, c'est chez Europeana, c'est chez la BNF, on enrichit chez eux, à droite à gauche. Mais le problème, c'est que si derrière ils veulent vraiment s'ouvrir et être inter-opérables avec tout le monde, il faudra que cet enrichissement soit fait à la source. Et ça c'est quelque chose qu'on a du mal à gérer, parce que c'est encore une fois une capacité technique de la part des partenaires à l'avoir en interne et qu'ils n'ont pas forcément.

Agnès Vatican :

Est ce qu'il y a des questions ?

Louis Colombani :

J'ai deux questions ; une question qui prolonge celle sur les formats. Est-ce que dans une utopie à court terme, on peut voir arriver des formats qui seraient un peu universels ? On nous a beaucoup parlé de modèles RDF et cetera. Et la deuxième question, vous avez parlé d'abandonner Solr éventuellement donc ...

Bertrand Hubert :

En fait aujourd'hui, on est sur Solr pour le moteur de recherche. On en est content par rapport au volume de données qu'on a. Si à terme on devait vraiment augmenter, si dans un monde parfait, on avait des données parfaites et beaucoup de données, effectivement, on pourra aller beaucoup plus loin avec des choses plus en temps réel, du genre Elasticsearch. C'est une solution qui a fait ses preuves. Aujourd'hui on va la tester sur d'autres jeux de données, mais pas sur ce programme-là, mais on l'a quand même dans un coin de la tête pour l'évolution du système.

Le RDF aujourd'hui, il y est déjà présent. Dans la solution Aquitaine Cultures Connectées, aujourd'hui le problème, encore une fois, c'est de savoir faire référence aux jeux de données pour avoir un beau flux RDF. On l'a, le RDF, on l'a mis en place d'entrée, pas forcément pour les partenaires, même s'ils peuvent nous en fournir, ce n'est pas un problème. Mais si demain, on devait se servir de rebonds, voilà, à ce moment-là, le RDF serait quelque chose d'exploité et d'exploitable par ceux qui veulent qu'on le récupère.

Myriam Pauillac :

Donc vos pages, elles sont en RDF vos pages, c'est ça ?

Bertrand Hubert :

La structure des données derrière est en RDF, oui.

Myriam Pauillac :

D'accord.

Agnès Vatican :

D'autres questions ?

Nathalie Gascoin :

Je n'ai pas très bien compris quel était votre lien avec Europeana ?

Bertrand Hubert :

Aucun.

Non, ce qu'on fait avec Europeana, c'est qu'on s'inspire techniquement de ce qu'ils font, on récupère des données. Moi j'ai eu quelques échanges avec eux, par rapport justement à leur ancien

schéma qui était extrêmement riche. Voilà, c'est à peu près, on compare les solutions mais on n'a pas de lien, de programme avec eux.

Nathalie Gascoin :

Donc vous n'envisagez pas après de faire remonter les données d'Aquitaine Cultures Connectées dans Europeana ?

Bertrand Hubert :

Le problème, c'est que faire remonter des données, oui. Après, il y a toute une problématique de gestion des doublons, qu'il va falloir intégrer. Il faut savoir aujourd'hui, que ça soit la BNF ou Europeana, à part quand ils vont eux-mêmes déposer leurs jeux de données, en pourcentage, ils ne vont garder à peu près que 10% des données. Voilà, c'est un chiffre intéressant à avoir de leur part. Ça veut dire que si demain on leur envoie tout notre entrepôt, si personne n'a doublonné chez eux, dans tous les cas, ils vont quand même en sélectionner un certain nombre. Pour une raison éditoriale, pour une raison de qualité de données, pour diverses raisons, mais en tout cas ils ne prennent pas 100% des données. Nous aujourd'hui, on a quand même beaucoup de bruit par rapport à des données qui ne sont pas forcément bien qualifiées. Et eux, ils ont de suite identifié ce problème-là, donc ils ont les ressources humaines pour filtrer, tout ça, donc forcément on ne peut pas se comparer à eux.

James Lemaire :

Et moi je n'ai pas très bien compris si à Europeana, ils récupèrent l'intégralité des données qu'on leur donne ?

Bertrand Hubert :

Si, ils récupèrent l'intégralité, mais derrière, ils filtrent. La BNF le fait aussi puisqu'on les a eus. Ils récupèrent tout. Si nos données ne sont pas assez qualifiées, ils vont les filtrer en amont.

[Diverses personnes parlent en même temps]

Agnès Vatican :

Moi j'entends effectivement les données, la qualité des données, mais j'ai envie de dire que cette multiplication des portails, les possibilités d'exposer les ressources, les archives, elles nous interrogent aussi nous finalement par rapport à une stratégie que nous pourrions avoir par rapport à ça. Il y a des stratégies globales qui peuvent être de participer ou non à un portail. Mais il me semble que ça pose aussi peut-être la question de stratégie sur ce que l'on met suivant le portail. Voilà, pour l'instant, on n'a pas réfléchi comme ça. C'est vrai par rapport à Europeana, dans le cas de LoCloud, on a mis tout ce qu'on pouvait mettre. Et peut-être qu'en fait tout n'est pas pertinent, au regard du type d'usage que l'on a

d'Europeana. Je ne sais pas si d'autres ont réfléchi sur ces questions-là, mais en tout cas, moi ça m'interroge vraiment. Et je me dis, il y a une stratégie des porteurs, des agrégateurs effectivement sur le type de données, sur la façon dont elles sont exposées, le référencement, la structuration. On voit qu'Europeana vient de refondre complètement son interface avec Europeana Collections. Est-ce que nous, archivistes, on n'a pas aussi une stratégie à avoir, finalement sur la façon dont on souhaite exposer nos ressources en fonction de la stratégie-même de ces portails ?

Louis Colombani :

Bon, j'ai une question un peu provocatrice. Dans le contexte de tous ces portails, est-ce que ça vaut encore le coup que les services d'archives aient leur propre site internet ?

Agnès Vatican :

C'est une bonne question. En tout cas je pense que les sites internet des services d'archives que l'on peut concevoir aujourd'hui ne peuvent plus être conçus comme ils l'ont été, à la préhistoire, c'est-à-dire il y a quoi, il y a 10 ans, avec effectivement l'idée qu'on était un peu seuls au monde et que tout ce qu'on ne mettait pas, tout ce qu'on ne poussait pas en avant, cette idée qu'il fallait tout pousser en avant, quitte à ce que les choses ne soient plus trop visibles. Aujourd'hui, quand on réfléchit à la refonte d'un site internet, ce qui est notre cas, on doit réfléchir dans le cadre de ce foisonnement. Et c'est pour ça que j'emploie le terme de stratégie. Ca ne veut pas dire, à mon sens, que les archives ne vont plus avoir de portail. Mais par exemple, on réfléchit actuellement pour la bibliothèque des Archives Départementales, on est en contact avec nos collègues de l'Université et de l'agence de l'ABES – l'Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur - pour voir si finalement cette bibliothèque ne pourrait pas être plutôt intégrée dans le SUDOC et ramenée vers nous au travers des outils propres à, c'est-à-dire qu'en fait ce qui n'empêcherait pas d'en avoir une interrogation à partir du site des archives, mais en tout cas où on ne serait effectivement plus le réservoir matriciel en quelque sorte de ces ressources. Donc ça c'est un projet. On est dans une étude de faisabilité pour l'instant, avec Catherine Wilmet et Michel Constantin, mais c'est un projet qu'on a actuellement pour la partie bibliothèque effectivement, au regard de la façon dont sont structurés aujourd'hui les grands réservoirs, les grands catalogues de bibliothèques et dont ils s'interconnectent puisqu'en fait, être dans le SUDOC par exemple aujourd'hui, c'est pouvoir être interrogé directement dans le SUDOC, pouvoir être interrogé à Bordeaux dans Baborb qui est la déclinaison du SUDOC pour les bibliothèques universitaires de Bordeaux, mais c'est aussi pouvoir être interrogé par le portail des bibliothèques de Bordeaux, puisqu'il y a une interrogation fédérée avec Babord. Donc ça nous permet indirectement d'être exposés, d'être visibles, de rendre visible notre bibliothèque, qui est une bibliothèque modeste, une bibliothèque d'archives, de la rendre visible de plusieurs façons.

Sur les archives, on estime quand même qu'on a encore une légitimité pleine et entière.

En tout cas vraiment merci beaucoup.